

Budget 2026 : une offensive de grande ampleur contre les travailleurs/ses qui exige une riposte d'ampleur du mouvement ouvrier

Le pouvoir exécutif utilise une vieille recette : faire peur à la population pour faire accepter les sacrifices à ceux d'en bas et mieux préserver les intérêts de ceux d'en haut. Le 13 juillet, Macron nous expliquait que la guerre était à nos portes et qu'il fallait donc accepter une hausse supplémentaire des dépenses militaires (de 3,6 Md€ en 2026) par rapport à ce qui était prévu par la loi de programmation militaire (qui prévoyait déjà une hausse de 3,1 Md€). Les dépenses militaires augmenteraient donc de 6,7 Md€ en 2026, soit une hausse de 13,5 % par rapport à 2025. Ces chiffres ne correspondent même pas à des besoins militaires qui seraient clairement définis et chiffrés (même le Parlement n'a jamais accès à un projet de budget précis), mais ils visent surtout à obéir aux exigences des États-Unis, qui imposent aux pays membres de l'OTAN des augmentations de leurs budgets militaires non seulement pour des raisons géostratégiques, mais aussi pour qu'ils achètent toujours plus d'armements états-uniens. Ce militarisme impérialiste est dangereux et d'autant plus inacceptable qu'il doit être payé par les travailleur/se-s. Les travailleurs/se-s, parce qu'ils/elles sont majoritaires et les premiers concerné-e-s en cas de guerre, devraient pourtant avoir leur mot à dire sur ces questions comme sur les autres : il faut tout faire pour éviter la guerre en mettant en œuvre une diplomatie fondée sur le respect du droit des peuples ; cela ne sera possible qu'avec des gouvernements des travailleur/se-s eux/elles-mêmes, mais nous devons exiger immédiatement une politique de paix et d'indépendance (notamment par la rupture avec l'OTAN). Nous nous opposons à la hausse massive des dépenses militaires et nous défendons une politique de protection des populations. Au lieu de développer une armée destinée à des opérations impérialistes, il faut une vraie politique de défense, passant par la construction d'abris antiaériens, des dispositifs de missiles anti-missiles, un service militaire sous le contrôle des enseignant-e-s et de leurs syndicats, la nationalisation de l'industries d'armement et leur mise sous contrôle des travailleur/se-s, etc. ([voir notre texte à ce sujet](#)).



Mais l'essentiel des 44 milliards de coupes budgétaires annoncées par Bayrou le 15 juillet ne s'explique pas par l'augmentation du budget militaire. Bayrou a joué sur le registre d'une autre peur, celle de la « montagne de la dette », qui augmente de « 5000 € par seconde ». Il faudrait donc accepter des sacrifices pour payer les conséquences de la politique imposée par Macron depuis huit ans, qui n'a cessé de creuser la dette en multipliant les cadeaux fiscaux aux riches. Bayrou a donc annoncé l'objectif de faire passer le déficit public prévu de 5,4 % du PIB en 2025 à 4,6 % en

2026. Les attaques contre le monde du travail s'annoncent beaucoup plus dures que lors du budget de 2025, d'autant plus que le grand capital sera presque totalement épargné. C'est donc un budget caricaturalement de classe qui s'annonce.

Le chantage à la dette : le prétexte pour défendre les intérêts du capital

Bayrou a agité le spectre grec pour justifier la cure d'austérité. Si des mesures très dures n'étaient pas prises pour réduire le déficit public, la France passerait sous la tutelle du FMI et se verrait imposer un tel choc que le budget 2026 apparaîtrait comme généreux. Pourtant, même si la dette publique en % du PIB est à un niveau record, ce n'est pas le cas de la charge d'intérêts en % du PIB ou en % des dépenses publiques. Or, ce qui compte n'est pas le niveau de la dette publique, mais ce qu'elle coûte. La charge d'intérêts représente aujourd'hui environ 2 % du PIB et 3,5 % des dépenses publiques, contre près de 4 % du PIB et 7 % des dépenses publiques au milieu des années 1990 (où les taux d'intérêt sur la dette publique étaient bien plus élevés). Celle-ci est bien sûr trop élevée de notre point de vue de classe (car il est scandaleux de payer aux bourgeois des intérêts sur un déficit public qui a été créé en baissant leurs prélèvements), mais elle n'est pas du tout insoutenable dans l'absolu et en l'état actuel. Mais les bourgeois nous expliquent que, si la France ne fait pas la politique qui convient aux marchés financiers, alors elle sera punie, avec des taux d'intérêt qui grimperont en flèche. Il est évidemment scandaleux d'accepter un tel chantage : *a minima*, la dette publique devrait être sortie des marchés financiers et financée avec des taux contrôlés (c'était le cas jusqu'aux années 1970 avec le « circuit du Trésor »). Mais surtout, la dette publique devrait être annulée, car il est inacceptable que les travailleurs financent indirectement l'épargne financière des bourgeois. Bien évidemment, si cette dette publique était annulée, les bourgeois perdraient une partie de leur patrimoine : ce serait en soi une très bonne façon de corriger les inégalités de patrimoine qui ont explosé ces dernières années. Bien entendu, une telle mesure ne pourrait être prise que par un gouvernement des travailleurs, qui engagerait une rupture claire avec l'ordre et la propriété capitalistes. En attendant, contrairement à la « gauche keynésienne », nous ne sommes pas des défenseurs du « déficit public » pour financer une partie des dépenses des administrations publiques. Nous sommes pour augmenter suffisamment les prélèvements sur le capital pour financer les dépenses publiques. Quant au risque de fuite des riches à l'étranger, il est très exagéré (quand des impôts leur ont été imposés par le passé, le nombre des exilés fiscaux n'a jamais dépassé 0,5 d'entre eux) et il suffirait de voter une loi qui oblige les Français de l'étranger à payer des impôts au fisc français, comme le font les États-Unis, sous peine de perte de leurs droits civiques et d'expropriation de leurs biens restés en France.

Le chantage à la dette cache les vraies raisons des coupes dans les services publics et dans les dépenses sociales : nous avons déjà mentionné l'endettement supplémentaire que générera la « remilitarisation » annoncée de l'impérialisme français et surtout le creusement des déficits, ces dernières années, par les cadeaux faits aux riches. d'autre

part et surtout, il faut y ajouter la volonté de dégager des ressources pour financer les aides au capital, qui ont explosé ces dernières années. Les **conclusions d'une commission d'enquête du Sénat** ont chiffré à 211 Md€, rien qu'en 2023, les aides publiques aux entreprises, sous forme d'exonérations de cotisations sociales, de crédits d'impôts ou de subventions directes. Et c'est sans compter les baisses générales d'impôts sur la production ou d'impôts sur les sociétés. En 2024, **une note de l'Institut la Boétie** a démontré que les dépenses consacrées aux services publics ont évolué depuis 25 ans cinq fois moins vite que les subventions et transferts en capital (privatisations) aux entreprises ! La crise structurelle du capitalisme impose des transferts publics de plus en plus élevés pour compenser la faiblesse du taux de profit. Autrement dit, les conquits sociaux doivent être démantelés pour maintenir les capitalistes à flots. Alors que les macronistes, la droite et l'extrême droite (voire une partie de la gauche ambiguë) jettent l'anathème sur les « assisté-e-s » pauvres, ce sont en fait les bourgeois qui sont les principaux « assisté-e-s » du pays !

Une « année blanche » qui accentuera encore les inégalités

Cette mesure consiste à ne pas augmenter les prestations sociales (pensions de retraite, allocations familiales, minima sociaux, APL...) en 2026 en fonction de l'inflation. Autrement dit, le niveau des prestations diminuerait d'environ 1 % en tenant compte de l'inflation. En outre, les tranches de l'impôt sur le revenu seraient aussi gelées, ce qui entraînerait une hausse d'impôts. En effet, si votre revenu augmente au même rythme que celui des prix, votre revenu réel n'a pas progressé mais vous seriez plus imposé-e, parce que vous risquez de passer sur des tranches d'imposition supérieures à celles où vous vous trouviez initialement.

On pourrait penser que cette mesure qui consiste à « ne rien bouger » pénaliserait tout le monde de la même façon. C'est faux : comme ce sont les ménages les plus pauvres qui touchent le plus de prestations (en proportion de leur revenu), ce sont eux qui subiraient la perte de revenus la plus importante. Une **note de l'OFCE** indique que la baisse de revenu serait de 0,8 % pour les ménages les plus pauvres et de 0,3 % pour les ménages les plus riches.

La suppression de 2 jours fériés - et les menaces sur les 35 heures

La suppression de deux jours fériés (a priori le lundi de Pâques et le 8 mai) entraînerait une baisse de salaire horaire d'environ 1 %, du fait que les salariés travailleront plus longtemps dans l'année, à salaires constants. Ce serait un cadeau direct au patronat, mais l'État serait censé récupérer le gain via une contribution sur les salaires. C'est une véritable provocation, et il est possible que le gouvernement lâche du lest sur ce point pour mieux faire passer le reste, ou qu'il finisse par ne supprimer qu'un seul jour férié sur deux, pour apparaître magnanime. Mais il est également possible qu'il maintienne cette mesure, qui s'inscrit dans une offensive idéologique prétendant que « les Français ne travaillent pas assez » et qu'il faudrait donc augmenter le temps de travail sur l'année (et sur la vie), notamment supprimer les 35 heures. En réalité, les

travailleur/se-s de France ne travaillent pas moins que leurs collègues des pays européens comparables, mais il y a moins de personnes qui travaillent à cause du chômage, du sous-emploi des femmes et des personnes en situation de handicap. Il faudrait donc une politique d'embauche massive dans les Fonctions publiques et les entreprises publiques, ce qui permettrait de bien mieux satisfaire les besoins de la population tout en dynamisant la consommation, en augmentant la quantité des recettes de l'État, des cotisations sociales, etc.

Attaques contre les fonctionnaires et les services publics

Alors que Macron n'a jusqu'ici pas réussi à réduire les effectifs des fonctionnaires (Covid oblige notamment), Bayrou a annoncé le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027 et la suppression de 3 000 emplois publics en 2026. Alors que la police, la justice ou l'armée sont « sanctuarisées », ce seraient des coupes supplémentaires dans les écoles, les hôpitaux, le logement, le sport, l'aide au développement... Il n'y aurait non seulement aucune revalorisation du point d'indice (il est désormais figé depuis juillet 2023), mais aussi aucune mesure catégorielle ou revalorisation de primes. Il faut rappeler que, depuis janvier 1996, le pouvoir d'achat du point d'indice a baissé de 28,4 %, et depuis mai 2017 (sous Macron), il a baissé de 14,2 % ! Les mesures catégorielles et les primes avaient un peu limité la casse pour les fonctionnaires, et ce sont désormais ces dispositifs qui sont dans le viseur du gouvernement. Les fonctionnaires seraient donc assurés de perdre du salaire, sauf changement d'échelon ou de grade. Et il faut aussi avoir en tête que dans une récente émission de télévision (le 13 mai), Macron avait répondu « oui » à la question de savoir s'il fallait supprimer le statut de fonctionnaire dans les hôpitaux et les collectivités locales. L'hostilité de Macron à l'égard du statut de fonctionnaires ne date pas d'hier : en 2015, alors qu'il était ministre de Hollande, il avait déclaré qu'il n'était "plus adéquat au monde tel qu'il va" et "plus justifiable compte tenu des missions".



Outre les suppressions de postes dans la fonction publique, Bayrou a annoncé près de 10 Md€ de baisse des dépenses de fonctionnement de l'État et de ses opérations (par rapport à l'évolution spontanée), et environ 5 Md€ pour les collectivités locales. C'est donc la purge des services publics qui s'annonce, avec baisse des dépenses d'intervention et chute des investissements. Les baisses les plus importantes sont concentrées sur l'aide au développement, le sport, les ministères sociaux, les dépenses pour la solidarité et l'insertion. Le budget de l'écologie augmenterait d'environ 2 % (en € courants), ce qui est bien sûr totalement insuffisant compte tenu des besoins.

Attaques contre les malades

Bayrou veut faire des milliards d'économies sur les personnes les plus fragiles, à savoir les malades.

L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie (Ondam), qui prend en compte les besoins en soins croissants de la population, sera ainsi raboté de plus de moitié, pour un montant de 5,5 Md€ d'économies en 2026. Il compte pour cela réduire la prise en charge, aujourd'hui totale (100%), des consultations et traitements liés aux affections de longue durée (ALD), dérembourser davantage les consultations médicales et les médicaments. Enfin, il compte serrer la vis sur les arrêts maladie. Sera ainsi mise en œuvre, « *après négociation des partenaires sociaux, une réforme structurelle visant à responsabiliser les entreprises sur la prévention et les salariés contre les arrêts abusifs, en intégrant la réforme des indemnités journalières* ».

Attaques contre les chômeurs

En plus du gel du RSA et des allocations chômage, Bayrou veut lancer une nouvelle réforme de l'assurance chômage, visant à raccourcir la durée de versement de l'allocation (de dix-huit à quinze mois) et à augmenter le nombre de jours travaillés pour être éligible à une prestation (huit mois contre six actuellement). Environ 1,8 Md€ d'économies serait fait sur le dos des chômeurs. Il compte associer les « partenaires sociaux » à sa réforme, de même qu'aux négociations pour « fluidifier » le marché du travail, à savoir pour diminuer les droits des salariés.

Bayrou a aussi remis au goût du jour une ancienne promesse de campagne de Macron en proposant de créer « une allocation sociale unifiée » à la fin de l'année, qui fusionnerait plusieurs prestations sociales (RSA, prime d'activité, allocations familiales...). Cette mesure est aujourd'hui portée par LR, et en particulier Wauquiez, qui entend plafonner la totalité des aides sociales à 70 % du Smic maximum. Sous prétexte de « simplification », il s'agirait en fait de baisser les aides des « assistés » dans la logique de rendre responsables les pauvres de leur situation.

Les ménages les plus riches protégés

En 2025, une contribution différentielle sur les hauts revenus a été mise en place pour

que les foyers les plus riches (250 000 € pour un célibataire, 500 000 € pour un couple) paient au minimum 20 % d'impôts. Mais elle ne concernerait qu'entre 20 000 et 25 000 ménages, et elle ne rapporterait en 2025 qu'au plus 2 Md€. Bayrou a annoncé le maintien de cette contribution très modeste, tout en évoquant timidement des « mesures complémentaires pour lutter contre l'optimisation abusive des patrimoines non productifs ». C'est très flou et ce n'est pas chiffré, mais cela fera sans doute l'objet de négociations avec le PS.

BUDGET 2026: LE GOUVERNEMENT À LA RECHERCHE DE 40 MILLIARDS D'EUROS



Les grands groupes capitalistes sont les grands gagnants

En 2025, le gouvernement s'était senti obligé de mettre à contribution les « profiteurs de crise » qui avaient profité du contexte inflationniste pour augmenter massivement leurs prix. Il avait mis à contribution les grands groupes avec une surtaxe de l'impôt sur les sociétés. Cela concernait environ 450 entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 1 Md€. Cela devrait rapporter autour de 8 Md€ : ce n'est pas négligeable. Or, pour le budget 2026, alors que les mesures frappant les travailleurs sont d'une plus grande ampleur qu'en 2025, cette surtaxe saute intégralement : c'est donc un immense cadeau de 8 Md€ que le gouvernement s'apprête à faire aux grands groupes capitalistes.

Bayrou peut-il tomber à la rentrée ?

Les **premiers sondages** indiquent que la population est massivement opposée au projet de budget. Une large majorité veut la censure du gouvernement, et encore davantage chez les sympathisants de gauche et RN. La pression va donc s'accroître sur le RN et la gauche pour faire tomber le gouvernement.

communiqué de presse - 15 juillet 2026

**BUDGET 2026 :
PAS D'ÉCONOMIES SUR NOS VIES !**



Néanmoins, la direction du PS refuse de se prononcer d'ores et déjà pour la censure, et accepte de négocier avec le gouvernement pour arracher quelques mesures. Il ne faut accorder aucune confiance au PS, un parti bourgeois capable du pire. Ce qui peut le pousser à la censure, c'est le risque de discrédit à laisser passer un tel budget. Il ne pourrait alors plus espérer faire illusion et tenter de concurrencer LFI à gauche.

Le RN a la même posture de refuser la censure a priori, même s'il sera aussi très compliqué pour lui de ne pas censurer le gouvernement sans trop mécontenter son électorat.

Il y a donc une possibilité réelle que le gouvernement tombe à la rentrée, plongeant dans une crise politique à l'issue imprévisible. Et il y a une responsabilité immense pour les dirigeants du mouvement ouvrier de proposer et de mettre en discussion un plan de bataille pour empêcher le vote du budget et pour chasser les politiciens qui le portent. Il faudrait que les dirigeants syndicaux et la direction de la France Insoumise se coordonnent pour proposer un tel plan.

Les leçons de la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 doivent être tirées : des journées d'action, aussi massives soient-elles, ne seront pas suffisantes pour gagner. C'est pourquoi il faudra mener une bataille, à tous les niveaux, et en premier lieu dans les syndicats, pour déborder le cadre des journées d'action dispersées, et pour que toute la colère puisse s'exprimer de façon efficace. Au sein de LFI, nous

devons batailler pour que la direction de LFI propose un plan de bataille en rupture avec les journées d'action sans perspective, et appuie toutes les équipes militantes, toutes les initiatives spontanées du type « gilets jaunes », qui chercheront à aller au-delà de cadre.

Pour gagner, il faudra cette fois organiser le blocage des profits par la grève. Il faut donc la mettre à l'ordre du jour dès la rentrée, en convoquant partout des réunions syndicales et des Assemblées générales pour en discuter largement et en construire les conditions, tout en privilégiant les secteurs clés de l'économie. L'objectif doit être celui de la grève générale jusqu'au départ de Bayrou, mais aussi de Macron, qui reste le principal responsable de la situation sociale et politique dans laquelle se trouve le pays.

Gaston Lefranc, le 21 juillet 2025